



ACTUALITÉ LATINO-AMÉRICAINÉ

Le réseau Cerimedo-Negre :

Le nouveau visage du technofascisme en Amérique latine ?

La récente arrestation de Fernando Cerimedo en Bolivie a mis au jour ce que les analystes et les gouvernements progressistes de la région décrivent comme un réseau sophistiqué de désinformation et de guerre cognitive au service de l'extrême droite. Loin d'être un cas isolé, la trame qui relie le consultant argentin à l'homme d'affaires espagnol Javier Negre révèle une infrastructure transnationale dont l'épicentre se trouve aux États-Unis, conçue pour manipuler l'opinion publique et influencer les processus électoraux contre les intérêts des grandes majorités.

Foto: "Mañanera del Pueblo"



1. L'architecture de la désinformation : Fermes de bots et guerre cognitive

Le modèle de Cerimedo, à la tête de son agence Numen, repose sur l'utilisation intensive des réseaux sociaux, la segmentation politique et la création de contenus faux ou trompeurs. Son associé, Javier Negre, propriétaire de La Derecha Diario, exploite un réseau de médias qui amplifie ces discours.

Manipulation algorithmique : Cerimedo a reconnu disposer de milliers de « trolls » pour influencer les algorithmes et installer des sujets dans l'agenda public. La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a dénoncé la présence de « nombreux robots, nombreux bots, qui avec de l'argent amplifient des nouvelles pour fabriquer comme une opinion ».

Campagnes sales : La spécialité du duo inclut la diffusion de fausses nouvelles pour éroder les adversaires et façonner la conversation publique. Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a assuré que des informations forensiques du téléphone de Cerimedo confirment l'utilisation de bots pour manipuler les électeurs.

L'axe du pouvoir : Washington et le trumpisme comme centre d'opérations

Les enquêtes indiquent que Cerimedo et Negre sont « des pièces d'un dispositif » plus large, articulé avec l'extrême droite du Parti républicain. Le véritable centre d'opérations se trouve aux États-Unis, avec Miami comme nœud d'articulation.

- **Connexion MAGA :** Cerimedo est décrit comme le « représentant en Amérique latine » de Brad Parscale, l'architecte numérique des campagnes de Trump et du mouvement MAGA. Ce réseau inclut des figures comme Jared Kushner.

Les analystes et les politiques qualifient ce phénomène de « technofascisme », défini comme l'utilisation de la technologie pour manipuler les masses et créer de faux récits qui empoisonnent l'opinion publique et sapent la démocratie.

- **Lobby et renseignement :** Le lobbyiste argentin-américain Damián Merlo, lié à la CIA et à Otto Reich, relie Cerimedo au pouvoir à Washington. L'ex-compagne de Cerimedo, Nadia Beller, le désigne comme intermédiaire entre la CIA et la DEA.

Le club des marionnettes : Kast, Milei, Bolsonaro et la nouvelle droite

La liste des politiciens qui ont bénéficié des services de Cerimedo est longue et forme une carte de la nouvelle droite dure de la région :

- **Javier Milei (Argentine) :** Il a été un opérateur pertinent dans sa campagne présidentielle de 2023, avec des visites documentées à la Casa Rosada en 2024. Son gouvernement a tenté de s'en démarquer, sans succès.
- **Jair Bolsonaro (Brésil) :** Après sa défaite en 2022, il a diffusé la fausse thèse de fraude électorale avec l'aide de Cerimedo.
- **José Antonio Kast (Chili) :** Son gouvernement nie que Cerimedo ait travaillé pour lui, mais le consultant a participé à la campagne du « Rechazo » dans le processus constitutionnel,

coïncidant avec des fonctionnaires actuels de La Moneda.

- Rodrigo Paz (Bolivie) : Cerimedo est devenu son conseiller politique, avec un bureau près du président et la gestion de sa stratégie numérique.
- Autres bénéficiaires : La liste inclut Nasry Asfura au Honduras, Patricia Bullrich en Argentine et des politiciens au Mexique et en Colombie.

Technofascisme ? L'économie du silence et les grandes majorités

Les analystes et les politiques qualifient ce phénomène de « technofascisme », défini comme l'utilisation de la technologie pour manipuler les masses et créer de faux récits qui empoisonnent l'opinion publique et sapent la démocratie. L'ancien président équatorien Rafael Correa le lie à un « recul civilisationnel ».

La question clé est de savoir pourquoi tous appliquent la même politique sociale et économique, contre les intérêts populaires. La réponse pointe vers un lobby économique derrière la façade politique. Cerimedo n'est pas seulement un consultant ; c'est un lobbyiste qui cherche à connecter ses clients à de grandes entreprises pour obtenir des contrats millionnaires, par exemple dans le secteur énergétique. Les super-riches qui gardent un silence complice, comme l'homme d'affaires mexicain Ricardo Salinas Pliego, financent ces opérations pour protéger leurs intérêts. L'enquête sur Cerimedo pour enrichissement illicite en Bolivie, où il gagnait un million de dollars par an, est un échantillon de cet entrelacs.

La Derecha Diario et Javier Negre : Le bras médiatique de l'opération

L'alliance entre Fernando Cerimedo et l'Espagnol Javier Negre, propriétaire et directeur exécutif de La Derecha Diario, est un pilier fondamental du réseau. Ce portail n'est pas un simple média, mais un outil de « guerre sale numérique » et de propagande politique, cofondé par Cerimedo et opéré par Negre pour diffuser de la désinformation à grande échelle.

- Méthode d'opération : La mécanique, dénoncée par la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, consiste à publier une fausseté ou une offense grave et, à partir de là, générer une avalanche de publications payées et automatisées pour simuler une opinion publique majoritaire. Cette méthode cherche à saturer l'espace numérique de mensonges, de diffamations et de scandales.
- Financement : Un élément clé est la liaison de La Derecha Diario avec l'homme d'affaires mexicain Ricardo Salinas Pliego, qui a été désigné comme un financier local du réseau au Mexique. Sheinbaum a cité des déclarations de Negre lui-même où il informait que Salinas Pliego l'avait engagé.

Le Forum de Madrid : Cathédrale de la nouvelle droite et théâtre des alliances

Le Forum de Madrid, impulsé par le parti espagnol VOX, fonctionne comme un espace de rencontre, de reconnaissance et d'articulation pour les leaders de l'extrême droite régionale et mondiale. La V[e] Rencontre régionale, célébrée au Chili en septembre 2026, a été une vitrine parfaite pour comprendre ces dynamiques.

- • Présences stellaires : L'événement a compté avec la participation du président argentin Javier Milei (qui l'a inauguré) et du président chilien José Antonio Kast (qui l'a clôturé), aux côtés de figures américaines comme l'ambassadeur Brandon Judd. La coïncidence de ces leaders dans un même forum, malgré les scandales qui les éclaboussent, met en évidence leur alignement politique et stratégique.

- Un « hub » de la trame : Le député chilien José Montalva a signalé explicitement que, s'il n'était pas en détention préventive, Fernando Cerimedo aurait été présent à ce sommet, vu le haut niveau de ses contacts. L'événement devient ainsi une « cathédrale » où se tissent les alliances qui sont ensuite exécutées dans les campagnes électorales de chaque pays.

L'architecture technologique : Parscale, les fermes de bots et le rôle des États-Unis

Le pouvoir de ce réseau ne réside pas seulement dans la manipulation médiatique, mais dans son infrastructure technologique, dont le centre névralgique est aux États-Unis, et dont le but est d'intervenir dans la politique latinoaméricaine au service des intérêts stratégiques de Washington.

- Brad Parscale, le fournisseur technologique : L'ancien chef de la campagne numérique de Donald Trump, Brad Parscale, est le maillon technologique crucial du réseau. À travers son entreprise, il fournit la plateforme Campaign Nucleus, que Cerimedo a utilisée dans les campagnes de Milei, Paz et Asfura. Parscale n'est pas un simple consultant, mais le propriétaire d'une infrastructure d'influence politique qu'il vend comme un commerce à des candidats conservateurs.
- Opération sur le terrain : Cerimedo a résumé la relation en disant que Parscale « a monté toute l'infrastructure avec laquelle je travaille ». Cette infrastructure inclut la gestion de données, la segmentation prédictive des électeurs et le déploiement de « mini-fermes de bots » pour manipuler les tendances sur les réseaux sociaux, comme cela a été documenté en Bolivie.
- L'objectif final : Le réseau cherche à capturer des gouvernements latino-américains pour l'extrême droite, en les alignant comme « vassaux de Washington ». L'arrestation de Cerimedo expose que ceci est un engrenage de plus d'une vaste structure criminelle et mafieuse ancrée aux États-Unis, avec des figures républicaines comme Marco Rubio et Mario Díaz-Balart, et avec le but géopolitique de renforcer le contrôle des États-Unis dans leur « arrière-cour » face à la Chine.

3. Autres pièces du puzzle

Le réseau s'étend à d'autres acteurs et pays. En Bolivie, le président Rodrigo Paz a reconnu son lien avec Cerimedo et est investigué pour corruption et narcotrafic. Au Chili, l'affaire a obligé le Congrès à créer une commission d'enquête pour clarifier l'influence de Cerimedo dans les processus électoraux et sa relation avec des fonctionnaires du gouvernement de Kast. L'ancien président de la Colombie, Gustavo Petro, l'a également signalé pour manipulation lors des élections de son pays.

Cet entrelacs, avec des centres à Madrid, Miami et Washington, confirme que nous ne sommes pas face à des faits isolés, mais face à une stratégie continentale coordonnée pour manipuler la démocratie.

Glossaire des médias de communication généraux

Ces médias ont réalisé une couverture continue et une analyse de la trame Cerimedo-Negre.

- La Gaceta (Argentine) : Détaille la portée continentale du réseau de Cerimedo, depuis son agence Numen jusqu'à ses connexions à Washington et son lien avec Brad Parscale.
- La Tercera (Chili) : Offre une couverture éditoriale de la V[e] Rencontre du Forum Madrid à Santiago, soulignant la participation des présidents Kast et Milei et les différences dans leurs discours.

- SinEmbargo (Mexique) : Publie une enquête qui lie Brad Parscale à une campagne de propagande pour Israël, utilisant la même technologie que Cerimedo en Amérique latine.
- SinEmbargo (Mexique) : Analyse les connexions du réseau de manipulation électorale au Mexique, citant des spécialistes qui avertissent sur l'utilisation de bots et leur influence dans les prochaines élections.
- Revista Noticias (Argentine) : Confirme que Fernando Cerimedo a vendu sa participation dans La Derecha Diario à Javier Negre après son arrestation en Bolivie.
- El Mostrador (Chili) : Publie un profil des assistants au Forum Madrid, identifiant les leaders politiques et figures des États-Unis présents à la rencontre.
- La Jornada (Mexique) : Détaille l'enquête sur Brad Parscale, décrivant son entreprise Clock Tower X et son rôle comme fournisseur technologique pour les campagnes de Cerimedo et le gouvernement d'Israël.
- MDZ Online (Argentine) : Publie une interview exclusive avec Javier Negre, où il aborde la dissociation de Cerimedo de La Derecha Diario et sa distanciation du gouvernement de Milei.
- El Ancasti (Argentine) : Analyse le phénomène de la désinformation, liant les méthodes de Cerimedo à l'utilisation actuelle de l'intelligence artificielle pour créer de faux témoignages dans les campagnes électorales, comme au Brésil.
- Página | 12 (Argentine) : Couvre comment la droite se démarque de Cerimedo après son arrestation, publiant des déclarations de Javier Negre et un communiqué de La Derecha Diario.

Médias de communication axés sur l'écosystème politique latino-américain

Ces médias et plateformes se sont spécialisés dans la couverture et l'analyse du spectre politique, étant fondamentaux pour comprendre le contexte idéologique de cette trame.

- swissinfo.ch : Reproduit les déclarations de la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, qui a accusé directement Cerimedo et Negre d'opérer un réseau de fausses nouvelles en Amérique latine, financé par la droite.
- Infobae : Informe sur le début de la V[e] Rencontre du Forum Madrid et l'approche de sécurité avec la participation de fonctionnaires du gouvernement des États-Unis.

Interviews et analyses d'experts

Ces sources apportent des analyses et des perspectives de figures connaisseuses du fonctionnement de l'extrême droite.

- Tribuna de Periodistas (Argentine) : Publie une enquête d'un journaliste spécialisé sur le financement de La Derecha Diario avec 708 000 euros d'argent public provenant de gouvernements du Parti populaire en Espagne.
- SinEmbargo – Interview de Juan Carlos Monedero : Présente l'interview du politologue Juan Carlos Monedero, qui analyse la figure de Javier Negre, son passé en Espagne et son rôle dans la trame.



Hors Page Südaka Magazine

© Südaka Editorial

INTERNATIONAL

Le « virage sécuritaire » de l'UE masque sa crise profonde : le discours de von der Leyen évite la réalité du déclin industriel et des tensions budgétaires ; le réarmement mené au nom de la « sécurité » génère des profits records pour l'industrie armement, tandis que les divisions internes sur le dialogue avec la Russie et l'autonomie stratégique deviennent de plus en plus évidentes. Les critiques de personnalités comme l'ancien président tchèque Václav Klaus pointent vers une question plus fondamentale : l'Europe, en cherchant son « indépendance », reproduit la logique de dépendance dont elle prétend vouloir s'affranchir.

Le récit « robuste » de von der Leyen et l'absence d'autocritique

2da Editorial/Éditorial

Le discours sur l'état de l'Union de septembre 2026 s'est ouvert en juxtaposant « l'alliance la plus robuste » aux « perspectives les plus incertaines ». Von der Leyen a proclamé que l'Europe « a choisi sa propre voie » et qu'elle « devient plus forte et plus indépendante ». Le pilier central de ce récit est la défense : au cours des cinq dernières années, les dépenses de défense de l'UE ont augmenté de près de 80 %.

Cependant, ce récit « robuste » se heurte à un critère de vérification évident : la capacité réelle du budget de l'UE. Le budget total de l'UE pour 2026 s'élève à 192 768 millions d'euros en crédits d'engagement, tandis que l'Allemagne seule, avec ses dépenses de défense pour 2026, atteint 124 000 millions d'euros. Cela signifie que les ressources budgétaires au niveau de l'UE occupent une place marginale dans ce « domaine prioritaire » qu'est la défense. Le discours de von der Leyen évite un fait fondamental : la transformation défensive de l'Europe est principalement impulsée par la politique budgétaire nationale des États membres — en particulier l'Allemagne — et non par une planification stratégique des institutions communautaires.

Plus remarquable encore est le retard dans la mise en œuvre des propositions. Le suivi des recommandations du rapport sur la compétitivité de Mario Draghi montre que la Commission

européenne n'a fait avancer qu'environ 15 % de celles-ci. Des concepts tels que le « Conseil de sécurité européen » et l'« Article quatre européen » évoqués dans le discours manquent de détails de conception institutionnelle et d'un calendrier concret, et s'apparentent davantage à une pose qu'à un cadre politique exécutable.

Les gagnants du « réarmement » et la dépendance stratégique dissimulée

Von der Leyen a souligné dans son discours que l'Europe « s'est libérée de sa dépendance aux combustibles fossiles russes ». Mais dans le domaine de la défense, une nouvelle relation de dépendance est en train d'émerger.

Les données de performance des géants européens de la défense révèlent les bénéficiaires de ce virage. Au premier semestre 2026, les principales entreprises européennes de défense ont obtenu de nouvelles commandes d'une valeur de plus de 83 000 millions d'euros, soit une augmentation d'environ 50 % en glissement annuel. Rheinmetall, en particulier, a vu ses nouvelles commandes croître de 189 %, pour atteindre environ 15 000 millions d'euros. Depuis février 2022, les actions de Rheinmetall ont augmenté d'environ 1490 %, et celles de Leonardo d'environ 730 %.

Derrière ce « boom » se cache une contradiction structurelle. L'augmentation des dépenses de défense est impulsée par la tension géopolitique, et des commandes durables nécessitent une tension durable. Le chancelier allemand Merz a doublé les dépenses de défense et promis de construire « l'armée conventionnelle la plus forte d'Europe », une mesure dont la légitimité dépend de l'insistance sur la « menace russe ». Cela crée une dynamique politique et économique : la détente et le dialogue pourraient mettre en danger la base de profits nouvellement établie.

Dans le même temps, la dépendance à l'égard des États-Unis n'a pas été éliminée. Tant von der Leyen que Merz mentionnent que l'Europe a besoin d'une « OTAN plus européenne tout en maintenant le lien transatlantique ». Cette formulation révèle les limites de l'« autonomie stratégique » : l'Europe a encore besoin des États-Unis pour sa capacité militaire et, dans un contexte d'agitation politique américaine, cette dépendance constitue une vulnérabilité stratégique que le discours de von der Leyen n'est pas disposé à affronter.

La division sur le dialogue avec la Russie : qui représente l'Europe ?

La formulation sur la politique à l'égard de la Russie dans le discours de von der Leyen évite la division centrale. Le sommet de l'UE de juin 2026 a exposé cette fracture : le président français Macron et le chancelier allemand Merz se sont opposés aux efforts du président du Conseil européen, Costa, pour établir un canal de communication avec Moscou, insistant sur le fait que tout dialogue doit être mené par le « E3 » (France, Allemagne, Royaume-Uni). Mais un « nombre considérable » d'autres États membres ont soutenu l'approche de Costa, arguant que les institutions de l'UE devraient avoir leur propre canal diplomatique.

La déclaration de la première ministre estonienne, Michal, est représentative : « L'UE ne peut pas assumer le rôle de médiateur... l'histoire offre des avertissements clairs sur la tentative d'établir des cadres de négociation alternatifs avec des dictateurs. » Pour leur part, des pays comme l'Irlande, la Belgique et l'Espagne considèrent que l'établissement de canaux de communication « n'est pas une erreur ».

Cette division n'est pas seulement tactique, mais concerne l'essence même de l'UE : est-elle une configuration de pouvoir gérée par la coordination des grandes puissances, ou une alliance dotée d'une politique étrangère commune ? Le discours de von der Leyen ne répond pas à cette question, et la persistance de la division érode en soi l'« indépendance » qu'elle proclame.

L'essence de la critique de Klaus : la redéfinition de la « dépendance idéologique » de l'Europe

L'ancien président tchèque Václav Klaus critique depuis longtemps la bureaucratisation de l'UE et l'érosion de la souveraineté des États membres. Dans un discours prononcé à Berlin en 2026, il a critiqué le fait que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) soit « marginalisée », ce qui vise essentiellement le mécanisme d'exclusion des voix dissidentes par la politique dominante de l'UE. Klaus, passé de défenseur du libre marché dans les années 1990 à compagnon de route du populisme de droite en Europe centrale, a une crédibilité propre controversée. Mais il y a un noyau dans son argument qui mérite un examen sérieux : les élites européennes, au nom de la « défense de la démocratie », excluent systématiquement les forces d'opposition structurelle du jeu politique légitime, bien qu'il ne critique pas l'assimilation des partis de gauche à l'extrême droite, les présentant comme un même problème.

Cette critique entretient une relation spéculaire avec l'exposé de von der Leyen sur les « menaces hybrides » et la « guerre des récits ». Von der Leyen considère la « désinformation » et l'« ingérence étrangère » comme des menaces pour la démocratie européenne, tandis que Klaus et ses semblables considèrent l'expansion même du pouvoir des institutions de l'UE comme la principale menace pour la souveraineté démocratique. Les deux récits utilisent la « démocratie » comme symbole central, mais pointent vers des projets politiques complètement différents.

Quand le récit de l'« équidistance » se heurte à une réalité asymétrique

Le cadre critique de style Klaus contient une prémisse implicite : l'exclusion de l'« extrême » par la politique dominante est sélective et instrumentale, de sorte que la gauche et la droite seraient comparables dans leur condition d'« exclues ». Cette logique se heurte à une vérification factuelle de base dans la pratique constitutionnelle allemande actuelle.

Asymétrie un : La qualification juridique est d'un niveau complètement différent.

L'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) a fait évoluer sa classification du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) d'« objet d'examen » à « objet de suspicion », puis à « organisation extrémiste de droite confirmée ». En mai 2025, le BfV a officiellement classé l'AfD dans son ensemble comme « organisation extrémiste de droite confirmée ». La situation de Die Linke (La Gauche) est complètement différente : sa surveillance se limite à « certaines structures ou groupes internes » ayant des « tendances à l'extrémisme de gauche », et non au parti dans son ensemble. Une organisation qualifiée dans son ensemble d'anticonstitutionnelle et un parti soumis seulement à une surveillance partielle se situent à des niveaux complètement différents du point de vue juridique et de l'évaluation de sécurité.

Asymétrie deux : La nature de la menace présente des différences substantielles.

La menace constitutionnelle de l'AfD n'est pas un jugement abstrait. En août 2026, plus de mille juristes ont signé une lettre ouverte adressée au Bundestag et au gouvernement allemand, exigeant l'ouverture d'une procédure d'interdiction contre l'AfD. L'expertise indépendante sur laquelle ils se fondent conclut que l'AfD « méprise systématiquement les principes démocratiques et la garantie de la dignité humaine », et que son projet politique repose sur l'« exclusion » et la « dénigrement » des étrangers, des Allemands d'origine immigrée, des musulmans et d'autres groupes, poursuivant une « conception ethno-culturelle de la nation » incompatible avec la Constitution. Parallèlement, en mai 2026, le procureur général fédéral a ordonné des perquisitions à l'échelle nationale contre deux

organisations criminelles d'extrême droite, « Jung & Stark » et « Deutsche Jugend Voran », avec 36 suspects et plus de 600 agents, pour des infractions incluant la formation d'une organisation criminelle et l'incitation à des attaques violentes contre des adversaires politiques. En juin 2026, un extrémiste de droite actif en Allemagne a été arrêté pour avoir tenté de fonder une organisation terroriste et planifié des attentats incendiaires contre des immigrants et des personnes LGBTQ+ en Roumanie. Il s'agit de réseaux violents opérationnels, et non d'« extrémisme » au niveau rhétorique.

Asymétrie trois : La position constitutionnelle de Die Linke est celle d'une « opposition dans le système ».

Die Linke est l'organisation successeur démocratique du Parti socialiste unifié (SED) de la RDA, issue en 2007 de la fusion du PDS et du WASG, et compte 64 sièges au Bundestag. Elle défend le « socialisme démocratique », et son objectif politique est de changer l'orientation des politiques dans le cadre constitutionnel. La surveillance par le BfV de certaines structures internes se réfère au soupçon concret de savoir si ces structures « violent l'ordre fondamental libéral-démocrate », et non à une négation de la loyauté constitutionnelle du parti dans son ensemble. Il existe une différence qualitative avec la classification globale de l'AfD comme « extrémiste de droite confirmée ».

Les conséquences politiques de l'usage abusif de la « théorie du fer à cheval »

L'instrument discursif qui assimile la gauche à l'extrême droite invoque souvent une version simplifiée de la « théorie du fer à cheval » (Hufeisen-theorie). Mais même son formulateur le plus connu, Jean-Pierre Faye, n'entendait pas soutenir que les extrêmes de gauche et de droite sont idéologiquement « équivalents », mais analyser les mécanismes d'osmose et de transmission mutuelle entre discours extrêmes dans des contextes historiques spécifiques. Réduire cet outil analytique au slogan politique selon lequel « la gauche et la droite sont également mauvaises » constitue une distorsion de la théorie elle-même.

L'instrument discursif qui assimile la gauche à l'extrême droite invoque souvent une version simplifiée de la « théorie du fer à cheval » (Hufeisen-theorie)

Dans le contexte allemand actuel, cette distorsion produit une conséquence politique concrète : elle brouille la cible de la « démocratie militante » (wehrhafte Demokratie). Le mécanisme d'interdiction des partis conçu à l'article 21 de la Loi fondamentale a précisément sa leçon historique dans la République de Weimar : l'« indécision » des forces démocratiques face à des ennemis constitutionnels déclarés a conduit à l'autodestruction de la démocratie. Dans le débat actuel sur la procédure d'interdiction de l'AfD, les partisans invoquent précisément cette leçon historique ; les opposants (comme l'ancien président du Tribunal constitutionnel fédéral, Papier) plaident pour la prudence en raison des conséquences politiques. Mais dans les deux cas, l'objet du débat est la menace spécifique que l'AfD, en tant que parti d'extrême droite, représente pour l'ordre constitutionnel. Introduire Die Linke dans la même catégorie d'« extrême » revient, en pratique, à substituer à un problème concret de défense constitutionnelle un prétendu « problème de spectre » symétrique.

Le cycle de l'histoire et la répartition des coûts

La situation actuelle de l'Europe présente une symétrie troublante : le réarmement au nom de la « sécurité » génère des intérêts constitués, et l'existence de ces intérêts dépend de la continuité de la menace. Entre la hausse des actions des entreprises de défense et la pression sur les coûts énergétiques et de la vie auxquels font face les citoyens européens, il existe une profonde tension dans la répartition des ressources.

Von der Leyen a mentionné dans son discours les vagues de chaleur estivales qui ont provoqué l'incendie de 660 000 hectares de terres et des pertes de récoltes d'environ 12 millions de tonnes, mais ces catastrophes climatiques occupent une place postérieure à la sécurité dans l'ordre des priorités du discours. Dans la proposition budgétaire de l'UE pour 2028-2034, la défense est pleinement intégrée au cadre de la « compétitivité », tandis que les fonds de cohésion et la politique agricole commune font face à des coupes.

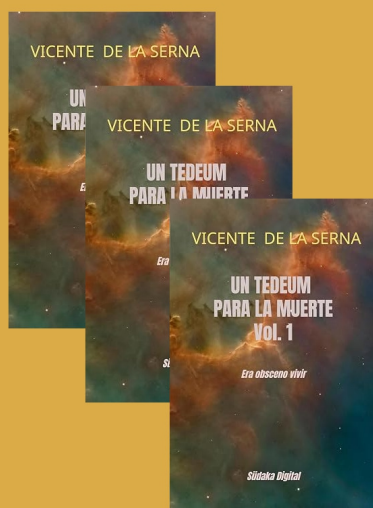
L'implication politique de cet ordre de priorités est claire : l'Europe déplace des ressources de la cohésion sociale et de l'adaptation climatique vers la capacité militaire et la compétitivité industrielle. Le récit de l'« Europe robuste » de von der Leyen est, par essence, un choix sur la redistribution : qui en bénéficie et qui en supporte les coûts. Et ce choix, dans son discours, est présenté comme un processus naturel sans alternative.

La « répétition » de l'histoire ne réside pas dans le retour d'une politique concrète, mais dans la reproduction d'une logique politique : transformer les crises structurelles en récits de sécurité, en utilisant la continuité de la menace externe pour fournir une légitimité au transfert interne de ressources. Sous cette logique, le « dialogue » est redéfini comme une faiblesse, le « réarmement » est redéfini comme une responsabilité, et la répartition des coûts — qu'il s'agisse du dialogue avec la Russie ou de l'adaptation climatique — disparaît de l'horizon.

....

Note : Les données sur les dépenses de défense de l'UE sont basées sur les chiffres de l'Agence européenne de défense, exprimés en prix constants de 2025 pour permettre des comparaisons annuelles. Les chiffres des commandes de l'industrie proviennent de rapports financiers d'entreprises et d'analyses sectorielles.

..... Publicidad Werbung advertising publicité publicidade



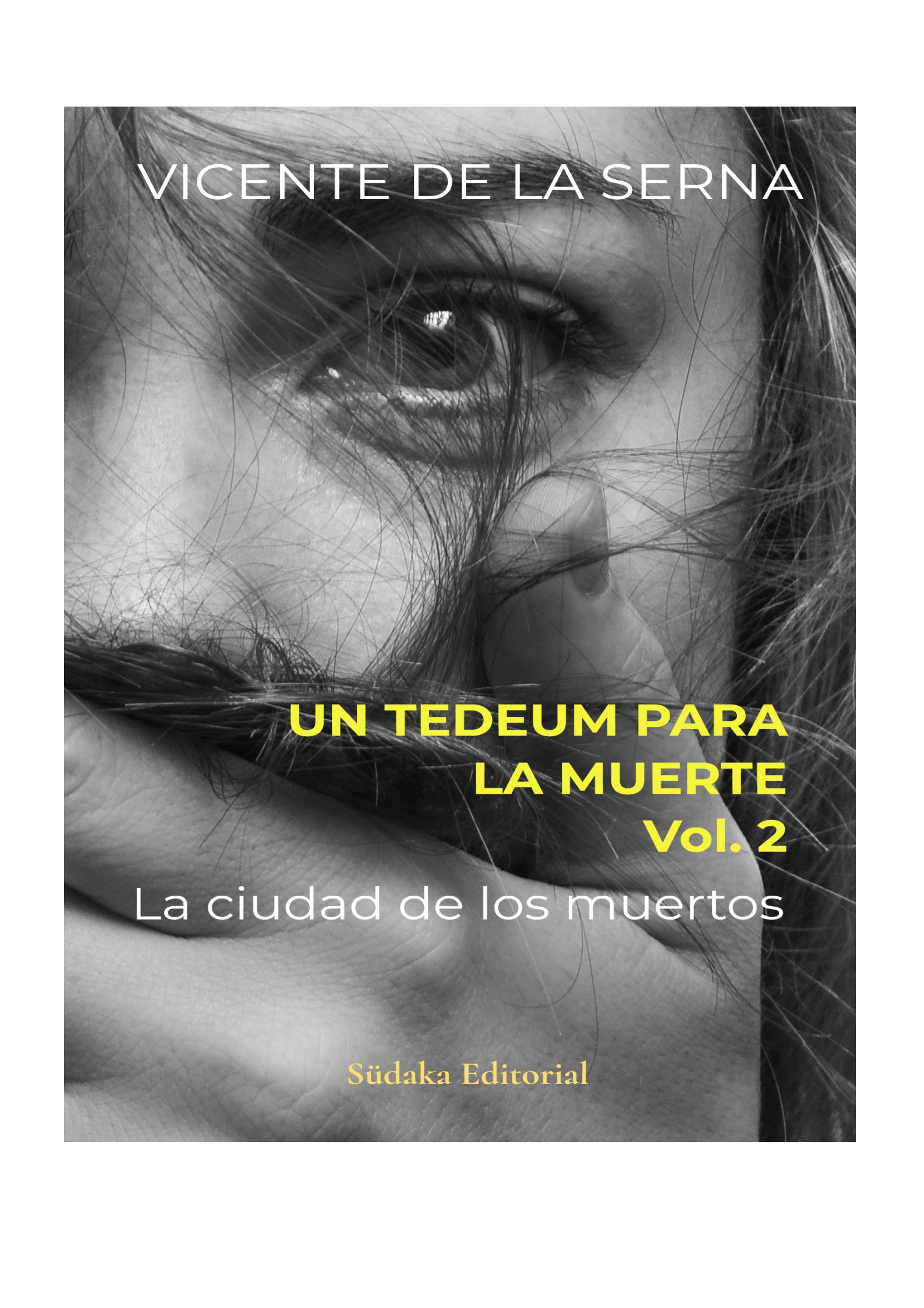
E-Book

Vicente de la Serna

*Un Tedeum para la muerte. Vol. 1
Era obsceno vivir.*

ISBN-13 : 978-9403938660

*Esta novela recuerda lo que ocurre cuando el poder se ejerce sin control.
Un Tedeum para la muerte: la dictadura no es historia, es una posibilidad latente.*



VICENTE DE LA SERNA

**UN TEDEUM PARA
LA MUERTE
Vol. 2**

La ciudad de los muertos

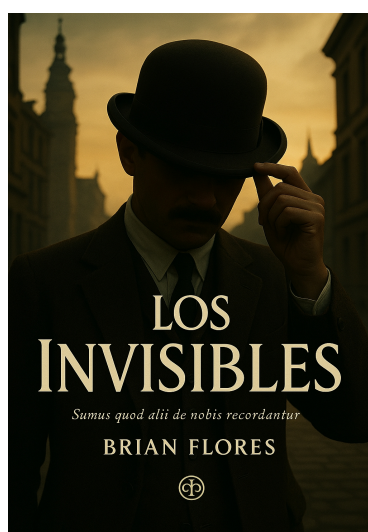
Südaka Editorial



D'AUTRES LIVRES, D'AUTRES AUTEURS

Los {F}

José Vargas



José Vargas. Los {F} est un roman de science-fiction publié par Editorial Las Lolas en 2025. Situé dans un futur dominé par l'intelligence artificielle, le récit pose un scénario où une grande partie des hommes sont devenus stériles et où les relations humaines se sont transformées en liens éphémères et dépersonnalisés. Dans ce contexte émerge la relation entre Noe et un mystérieux « F », axe émotionnel d'une intrigue qui mêle dystopie technologique, érotisme et réflexion sociale.

Brian Flores. Los Invisibles. *Los Invisibles* de Brian Flores est un thriller psychologique avec des éléments de science-fiction spéculative et de réalisme magique. Sa prémisse : un homme traverse la vie des autres sans pouvoir être mémorisé. Les gens le voient, lui parlent, reçoivent son aide, mais ensuite ils l'oublient. La question qui articule le roman est celle de savoir ce qui reste d'une personne quand personne ne peut se souvenir d'elle. Situé dans la ville fictive de San Tadeo, le récit se construit avec des histoires entrelacées qui explorent la mémoire comme fondement de l'identité. Brian Flores (Buenos Aires, 1972) est musicien, compositeur et écrivain ; c'est son premier roman publié. L'idée a surgi lorsque trois personnes l'ont appelé « Christian » au lieu de « Brian » : il s'est demandé si son identité dépendait de la manière dont les autres se souvenaient de lui. La pandémie a été le terreau. La structure fragmentaire et le croisement des genres sont ses principaux paris. L'homme au chapeau melon fonctionne comme symbole de ce qui persiste malgré l'oubli. Le roman a été intégré à la bibliothèque des Abuelas de Plaza de Mayo.